

OTC

- Nor Haratch Hebdo

16/04/2021

Une stabilité régionale est impossible sans une résolution équitable du conflit du Haut-Karabagh, déclare le président arménien

Le président Armen Sarkissian, qui se trouve en visite officielle en Géorgie, a déclaré, lors d'une réunion avec son homologue géorgien, Salomé Zourabichvili, à Tbilissi, qu'une stabilité régionale complète serait impossible sans une résolution équitable du conflit du Haut-Karabagh.

En discutant de la situation actuelle d'après-guerre en Arménie et de l'impact qu'elle a eu sur la région, Sarkissian a mis l'accent sur la politique destructrice de l'Azerbaïdjan consistant à « violer la dignité nationale ». « Cette politique ne peut pas favoriser l'instauration d'une atmosphère de dialogue », a souligné le président arménien.

Sarkissian a également souligné la nécessité de préserver les monuments culturels et historiques arméniens qui sont tombés sous le contrôle de l'Azerbaïdjan après la guerre.

Sarkissian a également évoqué la question des prisonniers de guerre arméniens qui sont toujours détenus par l'Azerbaïdjan, ainsi que les problèmes humanitaires auxquels sont confrontés les Arméniens en Artsakh et en Arménie. Le président a par ailleurs souligné la nécessité de rétablir les pourparlers de paix sous l'égide du Groupe de Minsk de l'OSCE.

Zourabichvili a, pour sa part, déclaré que la proposition de son pays de servir de plate-forme de règlement du conflit du Haut-Karabagh restait toujours en vigueur, ajoutant qu'elle restait déterminée à faire progresser le dialogue comme moyen de désamorcer la situation.

« Dans le contexte de l'importance de la stabilité dans la région, nous avons également discuté de la situation en Ukraine, de la déstabilisation dans la région de la mer Noire et pas seulement. Nous comprenons à quel point la désescalade

est importante pour cette région aujourd'hui », a déclaré Zourabichvili.

2- Le Courrier d'Erevan

16/04/2021

<https://www.courrier.am/fr/actualite/le-president-armenien-etait-en-georgie-pour-une-visite-officielle>

Le Président arménien était en Géorgie pour une visite officielle

Le président arménien Armen Sarkissyan s'est rendu, le 15 avril, en Géorgie pour une visite officielle avec son épouse Nouneh Sarkissyan, à l'invitation de Mme Salomé Zourabichvili, Présidente de Géorgie.

Au cours de la visite, le président arménien a eu un entretien privé avec son homologue géorgien suivi d'une réunion de format élargi. Les discussions ont porté sur l'ordre du jour des relations bilatérales et les possibilités d'élargir la coopération mutuellement avantageuse dans différents domaines. Les affaires régionales et les développements ont également été discutés.

Le président Armen Sarkissyan a rencontré également le Catholikos-Patriarche de toute la Géorgie Ilia II et le président du Parlement de Géorgie Archil Talakvadze. Sarkissian a également visité l'église St. George du diocèse géorgien de l'Église apostolique arménienne.

Le président arménien Armen Sarkissian a inscrit dans le Livre d'Or de la présidence géorgienne en tant qu'invité d'honneur les mots suivants: « Je présente ma sincère satisfaction et affirme qu'à l'invitation de la présidente de Géorgie Salomé Zourabichvili, aujourd'hui je me trouve une nouvelle fois en Géorgie, pays voisin et ami. Je suis convaincu que sur les résultats de ces visites nous renforcerons encore davantage l'amitié et la bienveillance entre nos deux peuples et servirons les générations futures ».

3- Chrétiens Orientaux

16/04/2021

<https://www.chretiensorientaux.eu/>

1915 : le Génocide des chrétiens en Turquie

En 1915, à l'initiative du gouvernement des « jeunes turcs », s'est déroulé le premier Génocide du XXe siècle. Dans le territoire géographique de l'actuelle Turquie, plus de 2 millions de personnes ont été assassinées : les 2/3 de la communauté arménienne et la moitié des assyro-chaldéens et syriaques.

106 ans après le début du Génocide, Chrétiens Orientaux revient sur l'histoire des chrétiens en Turquie : de quand date leur présence ? quel était leur nombre, leur localisation avant 1915. L'histoire du Génocide sera décrite par deux historiens. A travers le témoignage de trois familles de rescapés, nous découvrirons l'horreur de cette tragédie.

Malgré la détermination des bourreaux et les 2 millions de morts, les chrétiens sont toujours là... le Génocide n'a pas abouti !

Avec la participation de Raymond Kevorkian et Joseph Yacoub, historiens du Génocide et de trois témoins qui nous relatent l'histoire dramatique et très émouvante de leur famille : arménienne, chaldéenne et syriaque.

Emission du dimanche 25 avril 2021 - 9h30 - France 2 - présentée par Thomas Wallut. Réalisation : Guillaume Juherian.

4- Les Nouvelles d'Arménie

16/04/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=78059

Création d'une commission au Sénat sur les échanges avec l'Artsakh

Le sénateur d'État californien Anthony J. Portantino a annoncé jeudi la création d'une commission sénatoriale spéciale sur le commerce, l'art et les échanges culturels entre la Californie, l'Arménie et l'Artsakh pour la session législative 2021-22.

« Je suis fier de présider à nouveau la commission spéciale sur le commerce, l'art et les échanges culturels mutuels entre la Californie, l'Arménie et l'Artsakh et de continuer à renforcer cet important partenariat », a déclaré Portantino.

« La Californie et la République d'Arménie ont une histoire de coopération et d'échanges mutuels. En approuvant ce comité restreint, le Sénat de l'État de Californie exprime son engagement à développer les relations non seulement avec l'Arménie, mais aussi avec la République d'Artsakh. Compte tenu des récents

événements tragiques qui ont dévasté le pays, il est plus important que jamais que la Californie réaffirme son engagement envers la souveraineté de l'Artsakh », a ajouté M. Portantino.

5- Les Nouvelles d'Arménie

16/04/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=78052

L'Arménie devrait prolonger le boycott des produits turcs

Alors que des rumeurs circulent, insistantes, sur les compromis que serait disposé à passer le gouvernement arménien avec la Turquie, le vice-premier ministre arménien Mher Grigorian a annoncé que l'interdit décidé par le gouvernement de N. Pachinian concernant l'interdiction de produits turcs, qui était entré en vigueur, pour six mois, le 31 décembre 2020, serait probablement reconduit. Le gouvernement arménien avait décidé le boycott des produits en provenance de Turquie en réponse à la participation active de ce pays à la guerre menée et remportée par son allié azerbaïdjanais l'automne dernier au Karabagh.

L'Arménie avait officiellement dénoncé l'aide militaire apportée par la Turquie à Bakou, qu'elle soit directe, avec la présence de membres de l'état major turc dans les premiers jours de la guerre, ou sous la forme de livraisons d'armes, dont les redoutables drones, et de mercenaires djihadistes recrutés en Syrie et en Libye. S'exprimant dans l'enceinte du Parlement arménien, M.Grigorian a indiqué que le gouvernement était désireux de reconduire le boycott en juin, en précisant que l'interdit ne portait pas sur les matériaux de construction et autres produits turcs dont les entreprises arméniennes ont besoin.

L'Arménie étant toujours soumise au double blocus terrestre imposé par l'Azerbaïdjan et la Turquie depuis près de 30 ans, c'est essentiellement par la Géorgie qu'elle a importé pour quelque 220 millions de \$ de biens produits en Turquie l'an dernier, a précisé M.Grigorian, en ajoutant que les entreprises locales sont en mesure de produire ou d'importer les mêmes produits de Chine, de Russie ou d'autres ex-Républiques soviétiques. "Je pense que le marché s'adaptera très vite à cette situation", a souligné le membre du gouvernement devant les députés. La Turquie, qui a fermé ses frontières terrestres avec l'Arménie par solidarité avec l'Azerbaïdjan depuis 1993 et a refusé d'établir des

relations diplomatiques avec Erevan pour la même raison, a aussi interdit toute importation de produits arméniens.

Le président turc Erdogan, qui ne s'est par ailleurs pas privé de revendiquer sa part des lauriers dans la victoire militaire de l'Azerbaïdjan, qu'il célébrait début décembre aux côtés de son homologue azéri Aliev à Bakou, doit encore préciser si cette victoire a changé la donne et si un règlement du conflit du Karabagh, acceptable aux yeux de Bakou, restait la condition préalable à une normalisation des relations entre Ankara et Erevan. En vertu des termes de l'accord de cessez-le-feu qu'a dû signer l'Arménie avec l'Azerbaïdjan, le 9 novembre, sous l'égide de la Russie, pour mettre fin à une guerre sanglante qui a coûté aux Arméniens les 7 districts qu'ils contrôlaient autour du Haut Karabagh ainsi qu'une partie de ce dernier, l'Azerbaïdjan serait disposé à lever le blocus de l'Arménie... selon Erevan. Il semblerait en effet qu'en échange de son accès au Haut-Karabagh, par le seul corridor de Latchine désormais, gardé par les forces russes de paix déployées dans la région, l'Arménie aurait accordé à Bakou un corridor longeant la frontière arméno-iranienne pour relier la république autonome du Nakhitchevan - et la Turquie avec laquelle elle partage une petite frontière- au reste de l'Azerbaïdjan. Cet échange, dont les termes restent très troubles et controversés, ouvrirait la voie à une levée progressive du blocus terrestre entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, et pourquoi pas, ont laissé entendre les responsables arméniens, à une levée à terme du blocus turc sur l'Arménie.

Pourtant, le climat n'est pas à la détente entre l'Arménie et la Turquie. Le ministre arménien des affaires étrangères Ara Ayvazian déclarait ainsi à la fin mars que les Turcs devaient mettre un terme à leurs "actions hostiles à l'encontre de l'Arménie" s'ils entendaient contribuer à la paix et à la stabilité dans la région. Les propos d'A. Ayvazian semblaient guère en phase avec une déclaration relative aux relations arméno-turques faite par Nikol Pachinian peu avant en mars. Le premier ministre arménien avait souligné que l'Arménie devait aussi réviser sa politique tant avec la Turquie qu'avec l'Azerbaïdjan, en appelant à une nouvelle approche des relations entre les pays de la région, provoquant une vive indignation en Arménie, où les leaders de l'opposition avaient mis l'accent sur une nouvelle preuve de la volonté de Pachinian de « sacrifier les intérêts nationaux » sur l'autel de ses ambitions politiques.

A l'approche des législatives anticipées de juin, à l'occasion desquelles Pachinian remettra en jeu son mandat, de telles déclarations ne semblent plus de mise au gouvernement, où l'on préfère mettre l'accent sur le boycott des produits turcs, mesure populaire même si les plages turques le sont tout autant pour les

vacanciers arméniens. Quant à la Turquie, une telle mesure ne l'émeut guère, alors qu'elle ramasse des contrats à la pelle, offerts sur un plateau par son allié azéri, qui a invité massivement les entreprises turques à « reconstruire le Karabagh ». Les entreprises turques de bâtiment et autres sont d'ores et déjà engagées dans la construction de routes et de l'aéroport de Fizouli, une localité au sud du Karabagh, dans l'un des 7 districts récupérés par les Azéris à la faveur de la guerre. Un chantier gigantesque, le futur aéroport, censé rivaliser avec celui de Bakou, ayant vocation à incarner, entre la frontière azéro-iranienne et la localité de Chouchi, « cœur du Karabagh azéri » passée elle aussi sous le contrôle de Bakou, la renaissance de cette région aux portes de l'Arménie... et de la Turquie ! Les compagnies turques n'ont pas eu besoin de répondre à quelque appel d'offre, et ont été choisies, parfois au détriment de groupes français pourtant bien implantés à Bakou et plus compétitifs, mais sanctionnés par le régime d'Aliev en raison du soutien exprimé par la France aux Arméniens durant la guerre, et après, avec la reconnaissance du Haut Karabagh, certes sans plus d'effets concrets, par l'Assemblée nationale et le Sénat.

par Garo Ulubeyan

6- Nor Haratch Hebdo

16/04/2021

Onik Gasparian appelle à une enquête parlementaire sur la guerre de l'année dernière au Haut-Karabagh

Onik Gasparian, l'ancien chef de l'état-major général de l'armée arménienne, a appelé vendredi à une enquête parlementaire sur la gestion par les autorités politiques et militaires de la guerre de l'année dernière au Haut-Karabagh.

Dans une lettre adressée aux dirigeants du parlement arménien publiée sur Armlur.am, Gasparian a cité la nécessité de répondre à « de nombreuses questions » sur l'issue de la guerre de six semaines et d'apaiser les tensions politiques dans le pays. L'appel est intervenu deux jours après que le Premier ministre Nikol Pachinian ait blâmé les anciens présidents Serge Sarkissian et Robert Kotcharian pour la défaite de l'Arménie dans la guerre arrêtée par un cessez-le-feu négocié par la Russie le 10 novembre.

S'adressant à l'Assemblée nationale, Pachinian a également attaqué Gasparian, qui a été limogé de son poste de chef de l'état-major de l'armée arménienne après

avoir initié une déclaration du 25 février des hauts gradés de l'armée exigeant la démission du gouvernement.

Le Premier ministre a démenti les affirmations de Gasparian faites en décembre selon lesquelles trois jours après le déclenchement des hostilités de 2020, il a averti Pachinian que l'Arménie et l'Artsakh se dirigeaient vers la défaite et que les combats devaient être arrêtés dès que possible. Selon Pachinian, Gasparian a fait une déclaration contraire le 30 septembre lors d'une séance du Conseil de sécurité. Gasparian a maintenu ses affirmations et a accusé Pachinian de « déformer sans vergogne les faits ».

Andranik Kotcharian, le président de la commission parlementaire sur la défense et la sécurité, s'est prononcé contre la formation d'une commission parlementaire ad hoc proposée par le général.

Kotcharian, député représentant l'alliance « Mon pas », a fait valoir que la commission n'aurait pas le temps de mener une telle enquête car le parlement actuel devrait être dissous en juin. Seule la prochaine Assemblée nationale peut enquêter correctement sur toutes les circonstances de la guerre, a-t-il déclaré.

7- Le Monde

15/04/2021

https://www.lemonde.fr/international/article/2021/04/15/en-turquie-liberation-de-l-intellectuel-ahmet-altan_6076930_3210.html

En Turquie, libération de l'intellectuel Ahmet Altan

La veille de sa remise en liberté, après quatre ans et sept mois de prison mercredi, la Cour européenne des droits de l'homme avait condamné la Turquie pour le maintien en détention de l'écrivain.

Par Marie Jégo (Istanbul, correspondante)

Le journaliste et écrivain turc Ahmet Altan, avec ses enfants, Kerem (à gauche) et Senem (à droite), quelques minutes après son arrivée à son domicile après sa libération de prison, dans le quartier de Kadikoy à Istanbul, le 14 avril 2021.

Le journaliste et écrivain turc Ahmet Altan, avec ses enfants, Kerem (à gauche) et Senem (à droite), quelques minutes après son arrivée à son domicile après sa libération de prison, dans le quartier de Kadikoy à Istanbul, le 14 avril 2021.

« Vous pouvez m'emprisonner, mais vous ne pouvez pas me garder ici. Comme tous les écrivains, je suis magicien. Je peux traverser vos murs sans mal », écrivait l'essayiste Ahmet Altan dans son dernier livre *Je ne reverrai plus le monde* (Actes Sud, 2019), rédigé depuis la prison de Silivri à Istanbul où il a été incarcéré quatre ans et sept mois. Dans la soirée de mercredi 14 avril, Ahmet Altan, 71 ans, a pu traverser le portail de la prison en homme libre. Sa condamnation à dix ans et demi de prison pour « assistance à une organisation terroriste » venait d'être annulée par la Cour de cassation.

Un taxi l'attendait. Situation sanitaire oblige, le comité d'accueil était restreint. Juste le temps d'une photographie avec son avocate, Figen Çalikusu, et l'écrivain, pâle et amaigri, s'est engouffré dans le véhicule, pressé de rentrer à la maison.

Article réservé à nos abonnés

Cette libération est intervenue au lendemain de la condamnation de la Turquie par la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) pour le maintien en détention de cet intellectuel respecté, accusé par la justice turque d'avoir participé au coup d'Etat raté du 15 juillet 2016. « Rien ne prouve que les actions du requérant se soient inscrites dans un plan destiné à renverser le gouvernement », ont statué les juges de Strasbourg dans leurs attendus, révélés mardi 13 avril. En emprisonnant Altan sans raison, la Turquie a violé les dispositions de la Convention européenne des droits de l'homme relatives à la liberté d'expression, « au droit à la liberté et à la sûreté » et à celui « de faire statuer à bref délai par un tribunal la légalité de la détention ». De plus, Ankara a été condamné à verser 16 000 euros au plaignant.

« Affaire politique »

« La décision de la CEDH est très importante, elle a joué un rôle non négligeable dans la libération d'Ahmet », explique son frère, Mehmet Altan, un économiste qui a passé deux ans sous les verrous pour les mêmes chefs d'accusation. S'il se réjouit de la libération de l'écrivain, désormais lavé de tous soupçons, l'universitaire se désole du fonctionnement erratique de la justice turque. « Si la Constitution de ce pays avait été respectée, Ahmet aurait dû être libéré depuis bien longtemps, explique-t-il avec animation. Pourquoi l'avoir emprisonné pendant presque cinq ans s'il n'a rien fait ? En réalité, cette affaire est politique. Elle vient confirmer le fait que la Turquie n'est pas un Etat de droit », conclut-il.

Article réservé à nos abonnés

Essayiste de renom, Ahmet Altan a été pris dans la vague des purges qui ont suivi

le coup d'Etat manqué du 15 juillet 2016. Taraf, le journal dont il a longtemps été le rédacteur en chef, s'est retrouvé soupçonné d'avoir entretenu des liens avec le mouvement de l'imam Fethullah Gülen, accusé par le président Recep Tayyip Erdogan d'être le principal instigateur du putsch manqué. La façon dont Ahmet Altan est passé du statut de rédacteur en chef d'un grand journal turc proche du gouvernement à celui de putschiste illustre la brusque évolution des alliances politiques dans la nouvelle Turquie d'Erdogan.

Avant 2013, le numéro un turc et le prédicateur Fethullah Gülen travaillaient main dans la main. Longtemps, le mouvement de Gülen, riche et puissant, a servi de « réservoir à cadres » au Parti de la justice et du développement (AKP, islamoc-conservateur), qui en était dépourvu. La plupart des juges et des procureurs étaient des adeptes de Gülen, empressés de mettre leur talent au service de l'AKP. Ils le firent en orchestrant, sur la base de fausses preuves, les grands procès (2007-2013) des généraux kémalistes accusés d'avoir voulu fomenter un putsch. A l'époque, Taraf, dans ses éditoriaux, se félicitait des condamnations des militaires, dont l'influence était perçue par d'aucuns comme un frein à la démocratie.

Courte sortie en 2019

En 2016, retournement d'alliance. Gülen devient l'ennemi juré, tandis que les généraux, entre-temps libérés de prison, apportent leur soutien à M. Erdogan, dont l'aura a été renforcée par le putsch raté. Le sort d'Ahmet Altan est scellé. Deux mois après le putsch manqué, le journaliste est arrêté. En 2018, il est condamné à la perpétuité « aggravée », à savoir assortie d'un régime carcéral dur, pour « tentative de renversement de l'ordre constitutionnel ». Initialement, l'acte d'accusation évoquait des « messages subliminaux » adressés par lui lors d'un débat diffusé la veille du putsch sur la chaîne Can Erzinçan TV. Devenu l'objet de risée des médias turcs d'opposition, ce chef d'accusation a ensuite été abandonné.

En 2019, coup de théâtre, la Cour suprême annule la condamnation d'Ahmet Altan à perpétuité, estimant qu'il n'a pas participé au coup d'Etat. Le chef d'inculpation, « soutien à un groupe terroriste sans en être membre », en l'occurrence le mouvement du prédicateur Gülen, lui vaut, malgré tout, d'être condamné à dix ans de prison. En attendant l'appel, les juges ordonnent sa libération sous contrôle judiciaire.

Le 4 novembre 2019, les portes de la prison de haute sécurité de Silivri s'ouvrent, enfin, sur Ahmet Altan. L'homme est heureux de retrouver les siens, venus l'attendre à la sortie avec des cris de joie. La liberté ne va pas durer. Huit jours

plus tard, il est arrêté chez lui à la demande du parquet et remis en prison. Dans un texte rédigé pendant cette courte sortie, il constate : « Après avoir passé trois ans en prison, je suis sorti à l’“extérieur”. Et quand j’ai analysé ce que j’ai vécu, les réactions, les discours et tous les arguments entendus lors de ces quelques jours passés dehors, j’ai été envahi par le sentiment que la vie pouvait être un asile d’aliénés doublé d’une prison. »

8- Nor Haratch Hebdo

15/04/2021

Rencontre entre le Représentant spécial de l’UE pour le Caucase du Sud et le chef de la diplomatie artsakhiote

Le ministre des Affaires étrangères de la République d’Artsakh, Davit Babayan, qui se trouve en visite de travail à Erevan, a tenu une réunion aujourd’hui avec le Représentant spécial de l’UE pour le Caucase du Sud et la crise en Géorgie, Toivo Klaar.

Évoquant l’agression armée déclenchée par l’Azerbaïdjan contre l’Artsakh le 27 septembre 2020, avec le soutien de la Turquie et la participation de terroristes internationaux, le ministre des Affaires étrangères a présenté au responsable européen la situation humanitaire d’après-guerre en Artsakh.

Davit Babayan, soulignant le mépris de Bakou pour le droit international humanitaire et les droits de l’homme, a déclaré que la communauté internationale devrait prendre des mesures concrètes pour faire rapatrier tous les prisonniers de guerre et otages arméniens détenus en Azerbaïdjan.

Afin de parvenir à un règlement global et définitif du conflit entre l’Azerbaïdjan et le Karabagh, les parties ont souligné l’importance de reprendre les négociations dans le cadre de la coprésidence du Groupe de Minsk de l’OSCE. Le ministre des Affaires étrangères a noté que l’Artsakh ne serait jamais sous le joug de l’Azerbaïdjan, ajoutant que la sécurité et l’autodétermination du peuple d’Artsakh sont les éléments clés du règlement du conflit.

Le Représentant permanent de la République d’Artsakh auprès de la République d’Arménie, Sergueï Ghazarian, et d’autres responsables ont également participé à la réunion.

9- Euronews

15/04/2021

L'Arménie furieuse d'une exposition funeste de trophées de guerre en Azerbaïdjan

Par Stephane Hamalian & Euronews avec AFP

Le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev, le 12 avril 2021 à Bakou, dans le
Le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev, le 12 avril 2021 à Bakou, dans le "parc des trophées" dédié à la victoire dans le Haut-Karabakh

L'Arménie a accusé l'Azerbaïdjan de haine raciale et de "politique génocidaire" en raison d'une exposition de trophées de guerre à Bakou, qui montre notamment des casques de soldats arméniens tués durant le conflit du Haut Karabakh.

Ce parc aménagé dans la capitale azerbaïdjanaise cinq mois à peine après le cessez-le-feu témoigne de l'importance accordée à ce conflit par le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev, qui en a fait la pierre angulaire de sa politique. Le leader l'a visité en treillis militaire le lundi 12 avril, dans une opération de communication destinée à galvaniser l'opinion publique.

"Tous ceux qui visiteront le Parc des trophées verront la force de notre armée, notre résolution et à quel point il était difficile d'obtenir la victoire", a lancé le président azerbaïdjanais dans une vidéo publiée sur son site internet.

Outre des engins, équipements et armements arméniens saisis ou détruits durant la guerre de l'automne 2020, des centaines de casques ayant appartenu à des soldats arméniens tués sont présentés.

Représentations dégradantes de l'adversaire

Le parc expose également des mannequins de cire représentant de façon caricaturale et humiliante des militaires adverses, une mise en scène qui a suscité la consternation du défenseur des droits arménien, Arman Tatoyan, pour qui l'ouverture de cette exposition est "une preuve de la haine à l'égard des Arméniens et de la politique génocidaire azerbaïdjanaise".

Le médiateur a par ailleurs repris sur Twitter des images de l'exposition, visitée par des familles à Bakou.

"Nez crochus, crânes plats"

Interrogés par le média oxu.az, les auteurs de ces sculptures disent avoir voulu créer les mannequins les plus laids, sans représenter des personnes en

particulier. Une phrase finalement modifiée sur le site du média, qui a remplacé l'adjectif "laid" par "réalistes", comme le souligne le blogueur Cavid sur son compte Twitter.

Dans cette interview, l'un des sculpteurs explique avoir donné aux mannequins "des nez crochus" et "des crânes plats" après avoir fait des recherches sur les Arméniens.

"Triomphe du droit international"

Le chef de la diplomatie arménienne a dénoncé "la dégradation publique de la mémoire des victimes de la guerre, des personnes disparues et des prisonniers de guerre" et une "violation des droits et de la dignité de leurs familles". Des critiques balayées par le ministère azerbaïdjanais des affaires étrangères, qui évoque une "campagne de mensonges et de diffamation", estimant que le message du parc était celui du "triomphe du droit international sur l'occupation illégale" du Haut Karabakh (ndlr République autoproclamée d'Artsakh en arménien) par les forces arméniennes.

Les images des "trophées" ont aussi choqué les Arméniens à Erevan. "C'est du vrai fascisme", a assuré à l'AFP un historien de 41 ans, Mher Barseguian, estimant que le parc "rappelle les preuves de la barbarie d'Hitler exposées dans les musées du monde entier".

Cessez-le-feu douloureux pour l'Arménie

En septembre 2020, Bakou a lancé une offensive contre la République autoproclamée du Haut-Karabakh (Artsakh en arménien), territoire à majorité arménienne mais reconnu par la communauté internationale comme faisant partie de l'Azerbaïdjan. Le conflit a fait plus de 6 000 morts en six semaines.

Supérieur technologiquement et soutenu par la Turquie, l'Azerbaïdjan a vaincu les troupes arméniennes et récupéré le contrôle d'une partie du Haut Karabakh. Les forces arméniennes ont en outre cédé plusieurs districts entourant la région, en vertu d'une trêve signée le 9 novembre sous l'égide de la Russie.

La défaite de l'Arménie a entraîné une crise politique dans le pays avec des manifestations contre le Premier ministre Nikol Pachinian, accusé de "traîtrise" pour avoir conclu le cessez-le-feu. La question des prisonniers de guerre arméniens retenus en Azerbaïdjan ébranle aussi la société arménienne, une centaine y seraient toujours détenus.

Pour tenter de mettre un terme à la crise politique, le Premier ministre arménien a accepté l'organisation d'élections législatives anticipées, qui auront lieu le 20 juin.

10- Eurasianet

16/04/2021

<https://eurasianet.org/perspectives-azerbaijans-authoritarianism-and-bakus-military-trophies-park>

Perspectives | Azerbaijan's authoritarianism and Baku's "Military Trophies Park"
The new park reflects the logic that dominates Azerbaijan's system: enemies, internal and external, must be destroyed.

Bahrüz Samadov

Many members of Azerbaijan's opposition and civil society harbored a quiet hope during last year's 44-day war against Armenia: that following Azerbaijan's victory, the entire logic of the country's authoritarian system would change. As they supported the government and even attacked marginal anti-war voices, they appeared to simultaneously be looking forward to a sort of national reconciliation, a time when society might be able to take a larger role in the country's governance.

The result has been otherwise: President İlham Aliyev has continued to attack and delegitimize the country's mainstream opposition, maintained the same repressive methods, and has not shown any evidence of interest in reforming the country's political system.

The recent opening of a "Military Trophies Park" in Baku, with ghoulish displays of helmets and caricatured mannequins of Armenian soldiers, has shocked many. Its dehumanization of the Armenian enemy reflects the logic of exclusion that has dominated in Azerbaijan for decades: The enemy, internal or external, must be eliminated.

While the external enemy deserves physical destruction, according to this logic, the internal opposition - at least the part that rejects the legitimacy of the ruling party - faces persecution whenever it tries to make itself visible. Recently, we have seen this in the online sexual harassment of the daughter of opposition figure Jamil Hasanli; or in the case of the leader of the Popular Front Party of Azerbaijan, a blocking of his internet and phone access for the last year. Civil society groups are forbidden from receiving grants from abroad.

Azerbaijan's civil society was subject to a harsh crackdown in 2014; many active

members were imprisoned and then released two or three years later. Many others saw the risk of remaining in Azerbaijan as intolerable and emigrated. Some who remained changed their focus to projects perceived as safer, like peace-building activities. Nevertheless, last year many of them took enthusiastically pro-war positions.

They did so out of a genuine belief that it was a just war in the name of the nation, not of the Aliyev regime. This surprised international observers as, in contrast to the often-nationalistic political opposition, these civil society groups purport to be guided by liberal values. Some of them supported the war reservedly, arguing that it was something society demanded or that Baku was left with no choice following decades of Armenian intransigence. Others, though, took aggressive, nationalist positions, going so far as to accuse the tiny minority of anti-war activists of working for foreign grants.

In either case, they were governed by the dominant national idea that has been inculcated in us since our first years in school, the obsession with Nagorno-Karabakh. It was naïve to expect that victory would change that and end the hostility and dehumanization it has engendered.

During the war, Aliyev notoriously referred to Armenian soldiers as “dogs,” and the phrase “we are chasing them like dogs” was enthusiastically adopted in civil society and opposition circles. Now, though, the same label is being used against them. At the ceremony opening the park on April 12, Aliyev referred to officials from the early 1990s government as “dogs” who were “responsible for the occupation of Shusha and Lachin,” two territories that Azerbaijan lost in the first war and retook in this one.

Following the war, in an environment that allows little dissent to the dominant nationalist narrative and with scant imagination of what that would even look like, opposition and civil society groups are left with only marginal issues to express themselves. One topic they have seized on is opposition to the Russian peacekeeping presence in Nagorno-Karabakh. But the low turnout at a recent protest organized by the opposition Musavat Party in front of the Russian embassy in Baku - with slogans like “Ivan, go home!” - demonstrates the irrelevance of the issue to most Azerbaijanis.

The hatred toward Armenians is not natural or genetically inherited but constructed, routinized, and encouraged by the country’s elites. It was not long ago, in 2010, when the Armenian Catholicos Garagin II visited Baku, met Aliyev and prayed in the abandoned Armenian church there. Armenian and Azerbaijani public intellectuals used to openly visit each others’ capitals regularly, but the

last such visit was in 2009.

The ruling regime is now stronger than ever and has no need for reconciliation, neither with the opposition parties and civil society groups that reject its legitimacy nor with the Armenians in Nagorno-Karabakh. The latter would require at least some degree of democratization and reforms, and that in turn would require a greater inclusion and revitalization of civil society. It would also run the risk of angering the people who have accepted the premise of an Azerbaijani national identity based on enmity against and dehumanization of Armenians. What interest does the government have in this?

Some nominally “opposition” groups have benefited from this new situation, staking out ideological niches without challenging the government’s legitimacy. One notable example is Tural Abbasli of the AG Party, modeled after the similarly named ruling AK Party of Recep Tayyip Erdogan in Turkey. Abbasli, 38, has adopted Erdogan’s right-wing, nationalist populist model, declaring himself “the voice of the voiceless.” He has quickly gained popularity with Facebook and TikTok videos sharply criticizing government officials for corruption and demanding social justice for those he deems “ordinary people.”(...)

By contrast, look what happened when a group of Azerbaijani feminists tried to organize a march for International Women’s Day. Apart from the police message that they would not allow feminists to march, they were also threatened by nationalist extremists, and as a result, the rally was much smaller than a similar event a year before. Police detained almost 30 participants.

In this context, we should not be shocked by the opening of the “Military Trophies Park.” It is of a piece with the logic that dominates the Azerbaijani state: authoritarianism inside and out.

12- L’Orient le Jour

15/04/2021

<https://www.lorientlejour.com/article/1258681/larmenie-veut-plus-de-troupes-russes-sur-son-sol.html>

L’Arménie veut plus de troupes russes sur son sol

Le Premier ministre arménien a annoncé hier vouloir le déploiement de davantage de troupes russes sur son territoire, ce qui pourrait renforcer encore le

rôle crucial de Moscou comme garant de la sécurité de cet État du Caucase. « L'alliance militaire arméno-russe est essentielle pour assurer la sécurité de l'Arménie », a déclaré devant le Parlement Nikol Pachinian, mettant notamment en avant le « système de défense aérienne commun ». M. Pachinian a précisé que des négociations étaient ouvertes « avec nos partenaires russes » pour que la 102e base militaire russe installée à Gioumri (nord-ouest de l'Arménie) s'étende à Siounik (Sud), dans une région frontalière de l'Azerbaïdjan et l'Iran. « Nous discutons de la possibilité d'étendre les capacités de la base militaire russe », a-t-il déclaré. La Russie a parrainé l'accord de cessez-le-feu signé en novembre 2020 entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan qui a mis fin à six semaines de guerre pour le contrôle de la région du Haut-Karabakh. Selon les termes de cet accord, environ 2 000 soldats russes de maintien de la paix ont été déployés dans la région. L'Arménie fait partie de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) dirigée par la Russie, une alliance militaire qui comprend également la Biélorussie et trois républiques d'Asie centrale. D'après ce traité, la Russie a l'obligation d'intervenir en cas d'attaque de l'Arménie par une puissance étrangère.

13- Les Nouvelles d'Arménie

15/04/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=78011

L'Arménie confirme la mort de 3 621 soldats et 321 disparus ainsi que 201 corps analysés...soit plus de 4 000 morts et disparus en Artsakh

A l'Assemblée nationale hier répondant à une question du député Karapet Mkhtchyan, le Premier ministre arménien Nikol Pachinian a fourni les derniers chiffres des soldats, volontaires et civils Arméniens morts ou disparus lors de la deuxième guerre de l'Artsakh.

Nikol Pachinian a affirmé « A l'heure actuelle nous avons recensé 3 621 morts, une liste de 321 disparus et 201 corps en cours d'analyse ADN (...). Au niveau de ces tests, beaucoup de familles refusent cette identification, et sont convaincus que leurs proches sont encore vivants ».

Le Premier ministre a ainsi confirmé que le chiffre des victimes arméniennes de la dernière guerre en Artsakh devrait avoisiner les 4 000 morts.

14- RFI

14/04/2021

<https://www.rfi.fr/fr/europe/20210414-ukraine-face-%C3%A0-moscou-la-turquie-soutient-kiev-et-semble-se-rapprocher-des-occidentaux>

Ukraine: face à Moscou, la Turquie soutient Kiev et semble se rapprocher des Occidentaux

Les tensions croissantes entre l'Ukraine et la Russie à la frontière tend également les relations entre Moscou et Ankara, soutien de Kiev et opposé à l'annexion de la Crimée. Alors que le président turc Recep Tayyip Erdogan a reçu samedi 10 avril son homologue ukrainien Volodymyr Zelensky, la Russie a annoncé lundi 12 avril la suspension des vols vers la Turquie du 15 avril au 1er juin, dans une situation qui pourrait forcer Ankara à se rapprocher de ses alliés occidentaux.

Officiellement, l'annonce de la suspension des vols russes vers la Turquie est dû à l'augmentation des cas de Covid-19, et personne des deux côtés ne la décrit comme un avertissement de Moscou à Ankara. Le ton change en Turquie vis-à-vis de la Russie. Fournisseur de missiles S-400 à l'armée turque, la deuxième de l'Otan, la Russie est aujourd'hui surtout décrite comme « un interlocuteur difficile ».

En Turquie, on se plaint même d'être la seule force occidentale à essayer de faire le poids face aux Russes sur tous les terrains.

La Turquie réaffirme au passage son ancrage dans le camp occidental, après avoir suscité des questions et parfois créé le doute chez ses partenaires. Mais la Turquie attend toutefois des gages en contrepartie de cette prise de position.

D'abord, un engagement fort de ses alliés contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), actuellement qualifié de « terroriste » en Europe et aux États-Unis. Mais également engins anti-missiles américains, donc la vente de Patriot a été refusée par l'ancien locataire de la Maison Blanche Barack Obama. Un sujet pour lequel on se montre optimiste en Turquie.

L'Otan doit répondre mercredi 14 et jeudi 15 avril à l'afflux de troupes russes à la frontière avec l'Ukraine. En attendant, des bâtiments de guerre américains vont transiter en direction de la mer Noire... via le détroit turc du Bosphore.

La Turquie ne « pourra pas aller trop loin » dans le soutien à l'Ukraine
Au-delà des très nombreux touristes russes qui privilégie la Turquie pour leurs vacances, il existe une sorte de confiance entre les présidents russe et turc, malgré les hauts et bas entre Moscou et Ankara. La Turquie ne « pourra pas aller trop loin » dans le soutien à l'Ukraine, selon Florent Parmentier, enseignant à Sciences Po et chercheur associé au Centre de géopolitique de HEC.

“On a vu que, pragmatiquement de part et d'autre, ils ont réussi à trouver bon an, mal an, une forme de modus vivendi. Même quand ils ne sont pas d'accord, sur la Libye, sur le Caucase, même sur la Syrie, on a quelque chose qui est de l'ordre de poser un rapport de forces et ensuite de venir négocier autour de la table. Et de ce point de vue effectivement, il y a un pari d'Erdogan sur le président Zelensky, qui montre qu'il ira jusqu'à un certain point dans le soutien à Zelensky, mais ne pourra vraisemblablement pas aller trop loin. Puisqu'il faut rappeler que la Russie est l'un des grands acteurs du tourisme en Turquie : il y a énormément de Russes qui séjournent en Turquie dans l'été et le fait de suspendre les avions, ça a précisément la fonction de dire « ne comptez pas sur le domaine touristique russe, si vous allez trop loin dans vos relations avec Zelensky ». Il y a probablement d'autres messages qui peuvent être envoyés mais pour l'instant, on se concentre sur une raison, c'est la jonction aérienne entre la Russie et la Turquie.”

15- Le Courrier d'Erevan

13/04/2021

<https://www.courrier.am/fr/societe/la-capitale-culturelle-armenienne-en-pleine-reconstruction>

La capitale culturelle arménienne en pleine reconstruction

Avril 2021. La capitale culturelle arménienne, Gumri, est en pleine reconstruction avant l'ouverture de la nouvelle saison touristique. Avec les conditions sanitaires qui s'imposent toujours, Gumri a tendance à être l'une des destinations touristiques les plus demandées en Arménie encore cette année, à l'instar de 2020.

Texte et photos: Lusiné Abgarian

Les habitants de la ville sont heureux de témoigner de la transformation de

l'image de Gumri. Son visage, triste et solitaire, qui perdurait jusqu'à ces dernières années, est enfin en voie de disparition. Une nouvelle image vient remplacer l'ancienne, en redonnant son brio à cette ville riche d'un héritage culturel remarquable, un héritage dont les marques durent encore et dureront certainement longtemps grâce à la persévérance et l'optimisme de ses habitants. Sinistrée économiquement, socialement, moralement et démographiquement après le séisme de 1988, la ville de Gumri d'aujourd'hui rêvait petit à petit d'un autre visage, qui reflète plus fortement son apparence des temps anciens, ceux d'avant l'URSS, le séisme ayant presque entièrement détruit les traces architecturales propres au style soviétique.

Gumri referme finalement, à un pas de plus en plus grand et solide, la page noire de son histoire et en ouvre une nouvelle, plus vive et colorée grâce à des générations très différentes l'une de l'autre, mais qui sont toutes profondément dévouées à la reconstruction de la ville dans tous les sens.

Sur le plan de la reconstruction, ce sont surtout les jeunes de Gumri qui ont compris qu'ils pouvaient fédérer les artisans de la ville autour de leurs idées de reconstruction du patrimoine culturel.

En plus de la plate-forme d'expression pour des habitants, l'héritage culturel de la ville crée également des possibilités pour les jeunes pour gagner de l'argent, car les bâtiments historiques sont souvent transformés en des lieux touristiques, restaurants et hôtels, ce qui contribue largement au développement du secteur du service dans la ville qui accueille désormais un grand nombre de touristes arméniens et pas seulement.

Beaucoup de nouveaux lieux accueilleront, donc, les touristes cet été pour leur donner envie de revenir encore et encore. L'un des projets de reconstruction les plus ambitieux de Gumri est celui des Bains historiques - une vraie tradition ancestrale - qui cependant nécessite plus de temps, vu la complexité architecturale du lieu.

On vous attend à Gumri ?

16- Les Nouvelles d'Arménie

17/04/2021

Deux nouvelles réserves-musées seront créées en Arménie

Le ministère arménien de l'Éducation, des Sciences, de la Culture et des Sports

prévoit de créer deux nouvelles réserves-musées.

Affirmation d'Astghik Marabyan, responsable du département du patrimoine culturel et de l'artisanat du ministère de l'Education et des sciences de la République d'Arménie, l'a déclaré lors de la réunion du vendredi 16 avril avec les journalistes.

« Dans un proche avenir, les musées-réserves « Capitale Dvin » (ancienne capitale de l'Arménie), et « Dachtadem Demots » rejoindront la liste des 13 musées-réserves fonctionnant sous le contrôle du Service de la protection des réserves historiques et culturelles des musées et de l'environnement historique du ministère. Je pense que la création de nouvelles réserves-musées contribuera à l'expansion de nouvelles routes touristiques, à la reconstitution des systèmes de gestion et au développement ultérieur » a déclaré Astghik Marabyan.

Selon cette dernière, la politique d'implication des citoyens et des collectivités locales dans la préservation des monuments culturels est très importante. A. Marabyan a rappelé que l'année dernière, ses services avaient mené des activités de sensibilisation avec les représentants concernés des collectivités locales et des administrations régionales. « L'implication de la jeune génération est particulièrement importante. Le 12 avril, à l'initiative du Service des réserves historiques et culturelles, les travaux de nettoyage d'une cinquantaine de monuments ont été lancés dans dix régions d'Arménie et à Erevan. Les écoliers participent également aux travaux » a enfin affirmé A. Marabyan.

Krikor Amirzayan

17- France Arménie

Mars 2021

Après le choc

Deux mois après la fin des hostilités, la vie a repris au Karabagh dans un climat d'incertitude sur l'avenir.

(Lire les articles en pièces jointes)

18- France Arménie

Mars 2021

Quelques agneaux, beaucoup de loups

Les diasporas turque et azerbaïdjanaise de France : instruments au service du panturquisme.